



Madame la Directrice Académique,  
Mesdames et messieurs des élu.es au CSA départemental,

L'article 1er de la Constitution définit la France comme "une République indivisible, laïque, démocratique et sociale". De ces quatre principes, il découle :

- le caractère souverain de la République, qui garantit une application uniforme du droit et rappelle qu'aucune partie du peuple, ni aucun individu, ne peut s'attribuer l'exercice de la souveraineté nationale,
- le caractère laïque de la République,[...]
- le caractère démocratique de la République qui implique le respect des libertés fondamentales et la désignation des différents pouvoirs au suffrage universel[...]
- le caractère social de la République qui résulte de l'affirmation du principe d'égalité. Il s'agit de contribuer à la cohésion sociale et de favoriser l'amélioration de la condition des plus démunis.

Suite aux élections législatives que le Président a décidé seul, les principes de la République Française sont, pour le moins, malmenés, sinon bafoués. Après avoir pris le risque de permettre l'installation de l'extrême droite au pouvoir, M. Emmanuel Macron a finalement décidé de ne pas respecter le résultat issu des urnes, sous prétexte qu'il ne lui convenait pas. Depuis, il refuse à la coalition parlementaire arrivée en tête, bien que non majoritaire, de désigner la Première ministre de son choix.

C'est dans ce contexte inédit, que se déroulent les rentrées, tant scolaire que politique... Cette dernière marquant de façon inédite d'une République Française sans gouvernement depuis presque deux mois.

Or, au cœur de l'été, c'est bien un Premier ministre sans légitimité réelle (car démissionnaire) qui a envoyé aux différents ministères des lettres de plafond pour préparer un projet de budget 2025 calqué sur les plafonds de 2024. Ces mêmes budgets austéritaires qui ont été massivement rejetés en juillet dernier.

Si une médaille d'or de l'incompétence budgétaire devait être attribuée, elle reviendrait sans nul doute à Bruno Lemaire, qui, après sept ans à la tête de Bercy, a annoncé ce lundi 2 septembre que, loin de baisser, le déficit des comptes publics risquait de monter à 5,6 % du PIB pour 2024.

Le ministre de l'Économie et des Finances a annoncé pas moins de 16 milliards d'euros d'économies immédiates. On peut donc s'attendre à de nouvelles coupes sombres dans les moyens déjà insuffisants donnés aux établissements scolaires.

Sept ans de cadeaux fiscaux sans précédent aux plus riches, sept ans de ruissellement de la pauvreté, sept ans de libéralisme et de disruption pour aboutir à un fiasco

économique et social inédit, laissant les services publics exsangues et les ultra-riches, assurément, hilares et surtout les poches pleines !

Pour la FSU, une des urgences absolues est de dégager 50 milliards d'euros de recettes fiscales en taxant les plus riches afin revaloriser la valeur du point d'indice de 10 % dès 2025 (environ 20 milliards) et renforcer, par une dotation d'urgence de 30 milliards, les moyens alloués aux services publics pour garantir leur qualité et leur accessibilité partout sur le territoire, en finançant les infrastructures comme en créant tous les emplois nécessaires.

Car pour la FSU, et assurément pour la grande majorité de concitoyen•nes, les Services publics sont en crise et l'Éducation Nationale particulièrement en cette rentrée !

Des conditions de travail qui continuent de se dégrader, un management public indigne, un contrôle des pratiques infantilisant et inefficace, le tout dans le cadre d'un sous-financement chronique souligné par la ministre démissionnaire elle-même lors de sa conférence de presse de rentrée !

La FSU tire la sonnette d'alarme : il est urgent de revaloriser les personnels — tous•tes sans exception en commençant par les plus précaires que sont nos collègues AESH — , de réduire les effectifs par classe, de stopper les réformes inégalitaires et de respecter les professionnel•les sur le terrain.

L'Éducation Nationale n'a pas besoin de "choc" ni de tout autre forme violence ! Elle en a eu plus que son lot ces dernières années sous couvert de confiance, de bienveillance puis de discours de fiers à bras avant tout emprunt des idées et valeurs de l'Extrême droite.

Ce dont l'Éducation Nationale a besoin, c'est de considération (ce qui passe aussi par le salaire), de respect, de temps, de liberté donnée aux agent•es de terrain, c'est de formation comme de recrutements, de perspectives et pour cela, de moyens...

– Ce dont l'Éducation Nationale a besoin, c'est d'une perspective assurant liberté, égalité et solidarité.

– Ce dont l'Éducation Nationale a besoin, c'est de redevenir un service public porté par un projet de société au bénéfice de tous•tes et non de s'enfoncer dans une logique entrepreneuriale et commerciale, sous-tendu de pseudo-performance sans lendemain et de concurrence entre tous•tes.

C'est forte de ce constat, partagé tant dans les équipes que dans la population, que la FSU revendique l'arrêt immédiat du choc des savoirs, l'arrêt immédiat des groupes de niveaux – rebaptisés groupes de besoins. La FSU réaffirme également la nécessité de mettre fin aux indicateurs chiffrés que sont les évaluations nationales, mais aussi le bac Blanquer, Parcoursup, ainsi évidemment le pacte enseignant.

La FSU revendique un plan de recrutement massif, car, actuellement, 1 350 postes demeurent non pourvus pour le premier degré et 1 575 postes sont vacants dans le secondaire. Dans l'enseignement professionnel, un quart des postes ne sont pas pourvus, et un cinquième dans la voie professionnelle. Cette pénurie touche aussi la vie scolaire et ses personnels, notamment les assistant•es d'éducation. Les chiffres établis par la Cour des comptes en 2020 sont alarmants : un médecin scolaire pour 13 000 élèves, un Psy-EN pour 1 500 élèves, un infirmier pour 1 300 élèves... Un bilan national alarmant qui trouve ses déclinaisons locales.

Parmi les explications récurrentes de ce déficit : la réforme de la formation initiale en 2018, mais aussi la dégradation des conditions de travail et le gel des salaires.

Les résultats du 7 juillet ont mis en lumière un rejet massif et majoritaire de ces réformes, qui ont transformé un service public en une usine de tri social et de taylorisation des métiers de l'éducation.

Frédéric Grimaud, docteur en sciences de l'éducation, le souligne dans son ouvrage *Enseignants, les nouveaux prolétaires : le taylorisme à l'école*, la manière dont le métier de professeur se transforme sous l'effet d'une casse du collectif et d'une inflation de réformes et d'injonctions est réel. La prolétarianisation des enseignant·es se manifeste par une subordination accrue à la tâche, la perte de l'expertise professionnelle et l'importation des normes de travail du secteur privé au sein de la fonction publique. Ce processus, accentué par des réformes comme le "choc des savoirs" et la généralisation des évaluations, affaiblit socialement les enseignant.es et vise à fragiliser leur capacité de résistance collective.

Il faut cesser de transformer nos établissements en usine à souffrance scolaire et faire de l'Éducation nationale un véritable levier permettant l'accès aux savoirs pour tou·tes les élèves. Pour cela, il est impératif de réduire les effectifs par classe partout, de maintenir les postes d'enseignant·es malgré la baisse démographique.

Ces mesures sont essentielles pour améliorer ce qui préoccupe nos collègues au quotidien : les progrès de tou·tes les élèves au sein de classes incluant dignement l'ensemble des élèves. Réduire le nombre d'élèves par classe améliorerait également le climat scolaire et permettrait une gestion plus sereine des situations de conflit.

Puisque l'école publique est un pilier de notre République, et alors que celle-ci vacille, il est temps que professionnels, parents et citoyen·nes la défendent et la renforcent. C'est dans ce cadre que la FSU demande au Parlement de voter dès cet automne une loi de finances à la hauteur des enjeux, garantissant un budget suffisant pour réduire les effectifs et imposer un moratoire sur la carte scolaire, sans nouvelles fermetures de classes.

Pour faire entendre ces revendications, dans le premier degré, la FSU avec d'autres organisations, appelle les personnels des écoles à refuser la passation des évaluations par tous les moyens possibles, y compris la grève. \*\*Le mardi 10 septembre vise à faire entendre la nécessité d'abandonner totalement le choc des savoirs et d'exiger des moyens adéquats.\*\*

— -

À l'issue des déclarations liminaires, nous aborderons la situation de certaines écoles.

Nous avons entendu avec intérêt vos déclarations à la presse, notamment votre attention pour la réalité des territoires et pour la ruralité. C'est cette attention que nous solliciterons pour certaines situations que nous vous présenterons.